

TRANSPORTS COLLECTIFS

Pas d'augmentation, selon Tou

*Il n'y aura pas d'augmentation des tarifs de transport collectif à l'heure actuelle, selon Amar Tou. Le ministre des Transports, qui était, jeudi, l'hôte de l'Assemblée populaire nationale pour une séance de questions orales, a estimé que cette augmentation, revendiquée par certains transporteurs, était inopportune.*

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Sans contester le principe d'une telle hausse, Amar Tou considère néanmoins qu'il faut veiller à ne pas «sacrifier les intérêts» des citoyens au profit de ceux des transporteurs, et vice-versa. «Il s'agit de trouver l'équilibre», dira le ministre des Transports, optimiste au demeurant quant à la possibilité d'aboutir à

un accord. D'autre part, Amar Tou a indiqué qu'un nouveau décret régissant l'activité des voitures taxis est en cours d'élaboration et sera soumis à la concertation. Finalité de ce nouveau cadre réglementaire, une

meilleure application de l'ensemble des règles régissant cette activité, en termes de tarification sur la base du taximètre et l'obligation d'assurer le service en nocturne et durant les jours de fête, notamment. Et d'autant

que le manque de taxis favorise le transport clandestin qui représente entre 10 et 15% du total du parc, selon l'estimation du ministre. Auparavant, Amar Tou avait indiqué, devant les quelques députés pré-

sents, que près de 15 500 permis de place ont été délivrés en 2011, en collaboration avec le ministère des Moudjahidine et la Direction générale de la Sûreté nationale.

C. B.

IL QUALIFIE LE LIMOGEAGE DU DG D'ALGÉRIE POSTE D'«INTOX»

Benhamadi assure que le litige avec l'Eepad n'est pas «réglé»

*Le litige financier entre l'opérateur privé Eepad (fournisseur d'accès internet) et Algérie Télécom reste encore pendant.*

Le «dossier n'est pas réglé», a assuré jeudi dernier le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, en marge d'une séance de questions orales à l'APN.

Selon Moussa Benhamadi, le manager de l'Etablissement d'enseignement professionnel à distance est «libre» dans ses propos. Néanmoins, l'opérateur public reste résolu à recouvrer son dû, laisse-t-on entendre. Par ailleurs, Moussa Benhamadi a démenti le limogeage du DG d'Algérie Poste, Mohand Laïd Mahloul. C'est de «l'intox», dira le ministre de tutelle affirmant que le responsable exerce toujours ses fonctions.

Une manœuvre de «déstabilisation» qui s'explique par une certaine

«culture» de la «nullité», constate le ministre. A contrario, le ministre des PTIC argue de la volonté de «stabiliser» le management et l'encadrement des entreprises du secteur. Abordant le projet de banque postale, Moussa Benhamadi semble optimiste quant à la concrétisation de cette banque d'ici trois ans, en corollaire avec la mise en œuvre du MVNO (Mobile virtual network on-line, la filiale d'Algérie Poste spécialisée dans la téléphonie mobile et internet). Par ailleurs, Moussa Benhamadi avait exposé devant des députés le programme national de développement des fibres optiques et évoqué des actions visant le désenclavement numérique et internet des

zones rurales et montagneuses, ainsi que les agglomérations de 2 000 habitants. A cette occasion, Moussa Benhamadi a indiqué que le nombre d'internautes via l'ADSL atteint les 8 millions d'utilisateurs, avec l'objectif d'accroître ce nombre de 50% d'ici trois ans. Voire, il a estimé que l'Algérie est l'un des pays où l'accès à la Toile est très «libre».

Quant au lancement de la téléphonie mobile de 3<sup>e</sup> génération, le ministre des PTIC assure de son lancement avant la fin du premier semestre 2012, arguant qu'aucun problème ne se pose, sauf en termes de «procédures».

C. B.

APPROVISIONNEMENT EN VACCINS POUR BÉBÉS

Ouyahia «débloque» 3 milliards de dinars

Trois milliards de dinars ont été «débloqués» pour l'approvisionnement en vaccins pour bébés, sur «instruction» du Premier ministre. C'est ce que le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a indiqué jeudi dernier en marge d'une séance de questions orales à l'APN où Djamel Ould-Abbès avait indiqué que la mortalité infantile n'a pas dépassé, en Algérie, les 22 cas sur 1 000 durant la décennie écoulée. Dans ce contexte, il a évoqué des projets de partenariat avec des labo-

ratoires étrangers dont le britannique GSK pour la production de médicaments. Par ailleurs, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière se satisfait du climat «apaisé» au sein de son secteur.

Djamel Ould-Abbès a affirmé qu'il a «poursuivi le dialogue» avec l'ensemble des syndicats, dans le cadre notamment de comités ad hoc ou de réunions directes, en arguant de sa volonté de régler, dans le cadre du possible et de l'immédiat, les problèmes en suspens.

Ainsi, après avoir contribué, avec son collègue de l'enseignement supérieur Rachid Harraoubia au «règlement» du dossier des hospitalo-universitaires, dont le mouvement de protestation a pris fin, le ministre de la Santé indique qu'il recevra les représentants d'autres catégories, notamment les médecins généralistes et les paramédicaux, dès cette semaine. Par ailleurs, Djamel Ould-Abbès a indiqué que le dossier des 25 000 vacataires a été pris en charge.

C. B.

ÉTUDES DE RÉALISATION DE LOGEMENTS

Pas de marchés pour les bureaux étrangers, affirme Moussa

Les bureaux d'études étrangers ne bénéficient d'aucun marché dans le cadre des études de réalisation de logements, selon Nouredine Moussa.

Jeudi dernier, au siège de l'APN, à l'issue d'une séance plénière consacrée aux questions orales, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme a démenti l'octroi de tels marchés à des cabinets étrangers. Et d'autant, explique Nouredine Moussa, que l'octroi de ce genre de marchés ne relève pas des prérogatives du ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme qui n'est qu'un «maillon de la chaîne» en matière d'élaboration des cahiers des charges. Et dans la mesure où ces études n'«intéressent pas» les bureaux étrangers en raison de «la valeur minime appliquée dans ce pays», et que l'aval du

Conseil des ministres s'impose même pour des marchés de gré à gré. Selon Nouredine Moussa, les projets d'études sont pris en charge par des commissions locales conformément à un cahier des charges, outre les dispositions réglementaires qui «permettent de retenir la meilleure étude à travers le territoire national en vertu de la loi sur les marchés publics». Et ces comités d'arbitrage composés d'architectes «tranchent sur la base de critères prédéfinis», ajoute-t-il.

Nouredine Moussa répondait ainsi aux architectes réputés dissidents de l'Ordre des architectes et qui menacent d'une action de protestation demain, arguant d'être marginalisés et exclus de tels marchés. Ce que le ministre de l'Habitat considère comme attitude infor-

dée, en deçà de la réalité et antinomique avec le dispositif légal et réglementaire en cours. Sur un autre plan, Nouredine Moussa a indiqué que le processus de régularisation des constructions inachevées, fixée par une loi, avance bien, avec plus de 100 000 dossiers déposés au second semestre 2011, dont le tiers a été déjà traité, et d'autant que des facilitations ont été concédées aux postulants.

Dans le but justement d'accélérer ce processus, le ministre de l'Habitat a indiqué qu'une circulaire interministérielle, liant son département à ceux des finances et de l'intérieur et des collectivités locales, lance un dispositif de régularisation destiné en premier lieu aux promoteurs publics (OPGI, EPLF...).

C. B.

PRODUCTION DE BOISSONS ET JUS DE FRUITS

Les professionnels lancent une cartographie des métiers

*Les professionnels de la production de boissons et jus de fruits comptent lancer un observatoire prospectif des métiers et des qualifications.*

Une cartographie à même, selon le président de l'Association des producteurs algériens de boissons (Apab), Ali Hamani, qui a réuni mercredi dernier ces professionnels, de permettre une gestion optimale des carrières et des compétences, de sérier tant les niveaux de qualification que de rémunération.

D'autres études stratégiques et économiques relatives au secteur des boissons ainsi qu'aux dysfonctionnements et perspectives du système de distribution agroalimentaire sont également envisagées.

Et dans le contexte où l'Apab s'investit dans l'amélioration de la traçabilité, hygiène et

sécurité des produits, voire la qualité, à travers le lancement «imminent» du label qualité boissons.

Lancé en partenariat avec l'agence de coopération technique allemande GTZ, ce label est en attente de la finalisation des questions d'ordre organique et procédurier. Il est censé garantir au consommateur les conditions d'hygiène requises dans la fabrication de la boisson achetée. En outre, l'Apab, qui participe à l'élaboration d'une nouvelle réglementation en matière d'utilisation des additifs alimentaires, prévoit l'organisation d'un atelier de formation à ce sujet, en partenariat avec le

programme d'appui aux PME. Comme la création, courant 1<sup>er</sup> trimestre 2012, d'un cluster de la filiale boissons est projetée dans la région de la Soummam, en partenariat également avec GTZ.

La loi de finances 2012 jette le «discrédit»

Toutefois, cette dynamique reste contrainte, et malgré l'œuvre de proximité développée avec les pouvoirs publics, par la non-satisfaction de plusieurs doléances en matière fiscale et douanière. En effet, l'Apab plaide depuis des années pour l'harmonisation de la tarification douanière des matières premières, l'allègement de la pression fiscale sur l'activité des eaux embouteillées, ainsi que la baisse de la

TVA sur les produits agricoles, au-delà des lourdeurs du dispositif de promotion des exportations, même si celles-ci ont atteint en 2011 les 26 millions d'euros.

Or, une pression fiscale encore lourde et qu'accroît l'instauration par la loi de finances 2012 d'une taxe de 0,5% sur le chiffre d'affaires des activités d'importation et de production de boissons gazeuses. Une mesure prise sans concertation effective avec les concernés et «jette le discrédit sur la profession», déplore l'Apab. Et cela même si l'on attend au niveau de cette association la publication des textes d'application pour cerner les conséquences de cette mesure en termes de prix de vente, notamment.

C. B.